

**Projet d'implantation d'une plateforme logistique
à Allonnes (72)**

**Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une
évaluation environnementale**

Annexe 8 – Mesures relatives aux émissions sonores

Dossier constitué avec l'appui de :

I.C.E Conseil
Installations Classées & Environnement

Centre Polidesk
Parc d'activités Doaren Molac
56610 Arradon
T. 06 28 92 73 19
contact@ice-conseil.fr

Date : 13/02/2020

Chef de projet INGENIERIE 2K : François MYOTTE

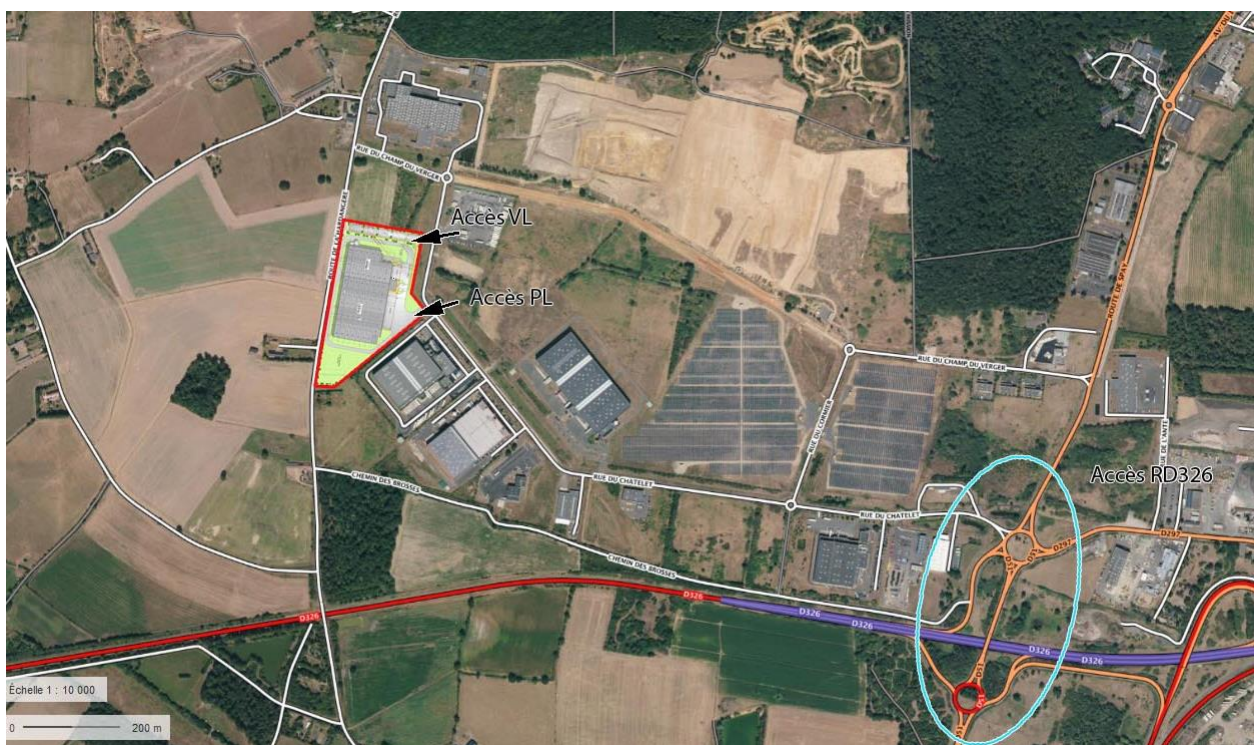
Chef de projet ICE CONSEIL : Olivier MONTIEGE

Comme indiqué dans la demande d'examen au cas par cas, le trafic estimé est de 100 véhicules légers et 100 poids lourds par jour. Néanmoins, il y a lieu de préciser que ces données correspondent à des valeurs de trafic maximum. De plus, outre la répartition de ces mouvements de véhicules tout au long de la journée, et ce notamment pour les poids lourds, des mesures d'évitement et de réduction ont été prises lors de l'élaboration du projet. Ces mesures ont pour objectif d'éviter une incidence sur les habitations les plus proches et notamment l'habitation localisée à l'Ouest du site. Ces mesures concernent :

- l'implantation des accès,
- l'orientation et l'organisation du site logistique,

Implantation des accès :

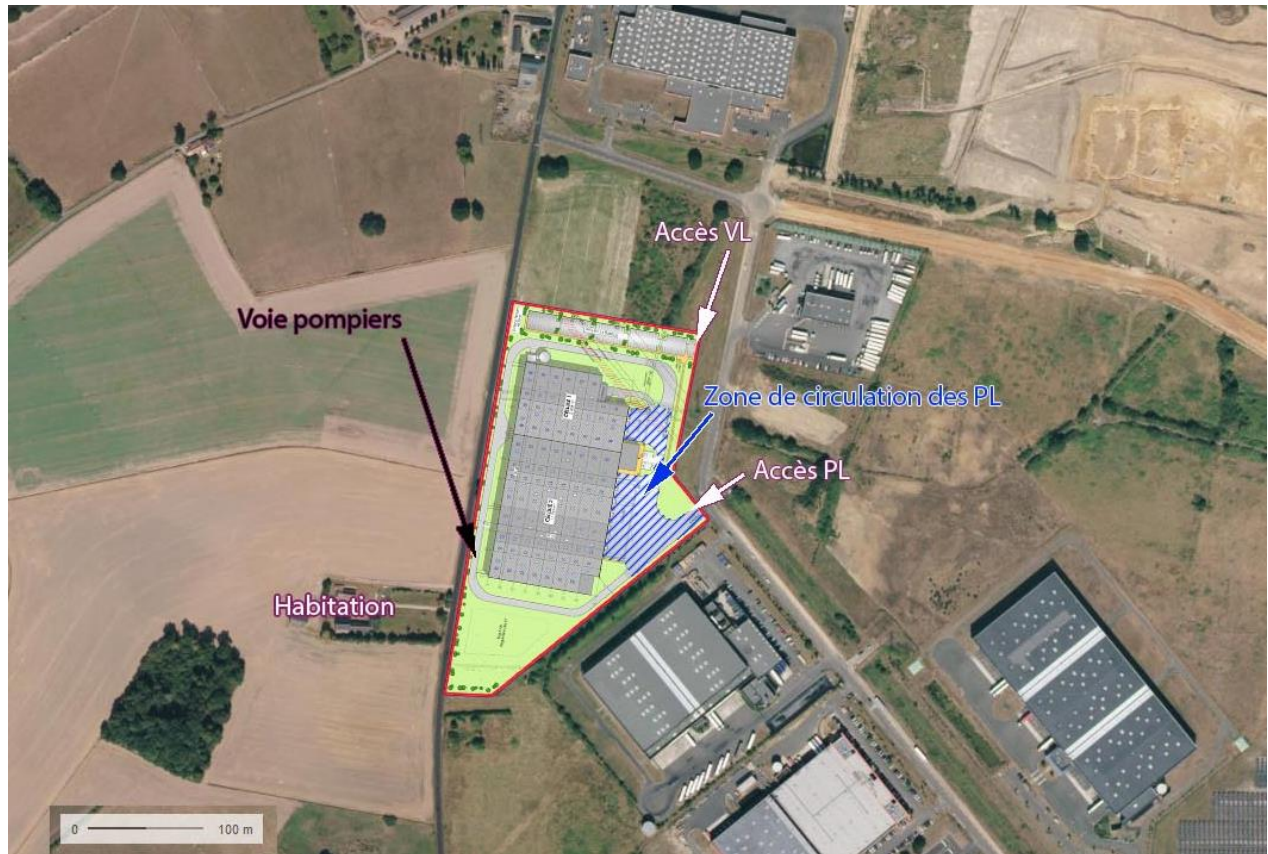
Deux accès à l'établissement sont prévus (cf plan masse projet disponible en pièce jointe 4 de la demande). Ces accès permettront de distinguer les voies de circulation des poids lourds de celles des véhicules légers. Il peut être noté que dans cette configuration projetée, l'accès à l'établissement sera réalisé en partie Est des terrains, à l'opposé de l'habitation la plus proche. De plus, la position de ces accès et notamment le raccordement des voies de circulation depuis les voies de la ZAC du Monné permettent d'éviter le passage du trafic à proximité de zones habitées et notamment d'éviter la circulation des véhicules sur la route de la Hardangère, route localisée entre les terrains d'implantation du projet (Ouest) et l'habitation la plus proche. Ces voies de la ZAC du Monné permettent d'accéder aisément à l'axe structurant du secteur, à savoir la RD326. Elles sont implantées à l'Est des terrains comme illustré sur la cartographie suivante.



Cet éloignement des zones de circulation permet d'écarter les principales sources d'émission de l'établissement par rapport aux habitations et ainsi de réduire les émissions sonores perceptibles au droit de cette habitation.

Orientation et organisation du site logistique

Dans le cadre de son exploitation, la circulation des véhicules lourds sera exclusivement réalisée sur la partie Est du site. En effet la voie de circulation ceinturant le bâtiment logistique et présentée sur le plan masse joint sera uniquement vouée à l'intervention des services de secours en cas d'incendie.



Il peut également être remarqué d'après la cartographie précédente que l'orientation du bâtiment ainsi que la position des voies de circulation des poids lourds et des véhicules légers permettront au bâtiment de servir d'écran acoustique vis-à-vis de l'habitation la plus proche.

Enfin outre ces mesures de réduction et d'évitement mis en œuvre d'ores et déjà lors de l'élaboration du projet, des mesures complémentaires seront prises sur le site. Il s'agira de consignes visant à réduire les émissions sonores perceptibles en dehors du site (limitation de la vitesse de circulation sur le site, réalisation des opérations de chargement / déchargement avec le moteur à l'arrêt...).

Enfin, il peut être rappelé que l'établissement sera soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce titre l'exploitation des installations devra respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts. Dans ce cadre, et conformément au point 24 de l'annexe II de l'arrêté suscité, des mesures de bruit seront réalisées dans les 3 mois suivant la mise en service des installations afin de s'assurer du respect des émergences autorisées au droit des habitations les plus proches.